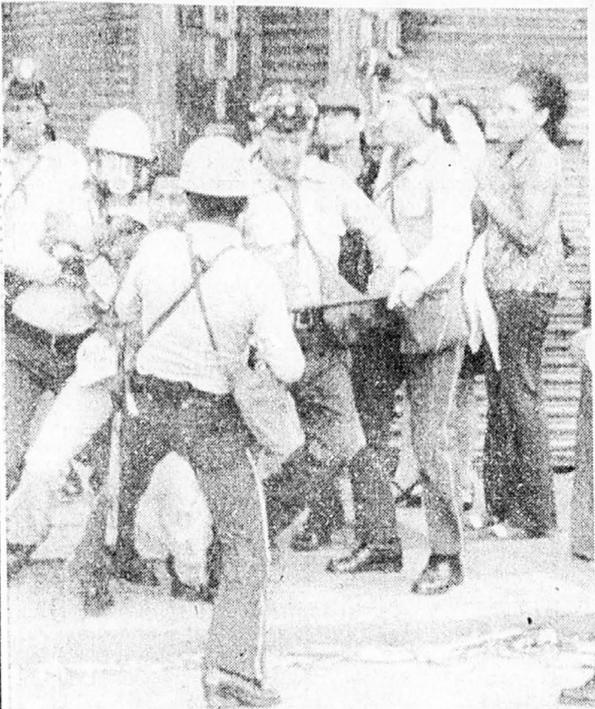


# TRIBUNE LIBRE



Une scène fréquente au Guatemala

## TERREUR AU GUATEMALA

Du Salvador on parle souvent: l'opinion est informée des atrocités qui se commettent quotidiennement, au nom du combat que la Junte, présidée par M. Duarte, prétend mener contre ce qu'elle appelle le «communisme international». En revanche, bien peu d'informations proviennent du Guatemala voisin.

La similitude des actions est pourtant stupéfiante. Voilà des pays où le pouvoir est aux mains de juntes militaires, avec ou sans la caution de quelques civils et qui ont élevé la torture, l'enlèvement, l'assassinat et la terreur en méthode de gouvernement.

Dans les deux cas, la guerre interne s'est installée, et la répression brutale a dépassé le seuil du tolérable. Plus de neuf mille morts au Salvador entre le 1er janvier et le 19 juin 1981, plus de neuf cents morts par mois au Guatemala pour les six premiers mois de 1981. Ces chiffres, fournis par le secours juridique de l'archevêché à San Salvador ou l'ambassade de France au Guatemala, doivent être considérés comme des minimums, ils ne tiennent pas compte des affrontements militaires entre forces armées officielles et armées populaires; ces massacres visent uniquement des populations civiles, composées en majorité de femmes, d'enfants et de vieillards.

Ces assassinats sont très souvent précédés de tortures insupportables et accompagnées de macabres mises en scène: des femmes enceintes sont éviscérées, les foetus tués, puis remis dans le ventre du cadavre de la mère, des hommes ou des adolescents sont décapités, dépecés, lacérés à coup de machette, parfois brûlés. La détresse des familles venues reconnaître les cadavres de leurs proches est insoutenable.

Dans les deux pays, la presse n'est tolérée que si elle est officielle, les syndicats n'ont plus d'existence. L'exercice de la foi chrétienne est devenu subversif:

l'assassinat au Guatemala, le 25 juillet 1981 de Raoul Léger missionnaire laïc canadien n'est qu'un épisode de la persécution de l'Eglise.

Voilà deux peuples que la violence d'Etat a contraints à prendre les armes. Que l'on reconnaisse ou non l'état de guerre interne la résistance armée est indéniable. Des deux côtés, des victoires sont remportées, et, dans les deux pays, les mouvements populaires sont convaincus que la seule issue possible est d'ordre militaire. Les forces gouvernementales, militaires ou paramilitaires, continuent à massacrer des populations civiles. Comment arrêter ce génocide? Il faut dire clairement que les Etats-Unis ont la solution entre leurs mains. Les armées guatémaltèques et salvadoriennes perdraient le combat à moyen terme si les Etats-Unis interrompaient leur aide militaire en hommes, en conseillers techniques et en armement.

Au Salvador, le gouvernement propose des élections pour 1982, avec l'aval des Etats-Unis.

Au Guatemala, les élections présidentielles auront lieu au printemps de 1982 sans qu'aucune des conditions nécessaires à une élection démocratique soit réunie: liberté d'expression, de réunion, paix civile, recensement de la population, garanties d'absence de fraude...

Les Guatémaltèques du Canada demandent aux gouvernements et au peuple canadiens non seulement d'affirmer leur solidarité avec le peuple du Guatemala mais en pesant de tout leur poids pour que cessent les massacres de milliers de victimes innocentes.

Ils demandent également au gouvernement du Canada d'ouvrir une enquête sur l'assassinat du missionnaire Raoul Léger commis par l'armée du Guatemala.

LA FRATERNITE CHAPINA  
Nicole PAPANIAN,  
présidente, Montréal

## Suite et... fin

La décision récente du gouvernement québécois de faire suite aux pressions de l'E.T.S. et forcer l'Ordre des ingénieurs à accepter ses diplômés illustre bien, à mon avis, l'attitude du présent gouvernement.

L'Ordre des ingénieurs a été conçu par des individus soucieux d'encourager l'excellence dans la profession et il est mandaté par le gouvernement pour protéger le public. C'est son premier mandat et personne ne peut nier qu'il s'est acquitté de son devoir avec honneur et distinction tout au long de son existence.

Il était donc normal pour un gouvernement soucieux du respect que lui portent les membres de l'Ordre, de soumettre la question à cet organisme pour qu'il puisse émettre ses recommandations. Ainsi les diplômés de l'E.T.S. se seraient probablement vus attribuer une catégorie distincte au sein de l'Ordre ou en dehors de celui-ci, mais avec la bénédiction de ce dernier et de tous ses membres. Plus tard, et avec l'acquisition de connaissances théoriques et pratiques additionnelles, ces mêmes diplômés n'auraient pas eu beaucoup de

misère à obtenir le titre d'ingénieur. Ainsi le travail de l'Ordre et de tous ses membres aurait été préservé pour le futur. La réputation mondiale de la profession aurait demeuré intacte.

Mais notre gouvernement ne semble pas avoir adopté cette attitude. Il s'est borné à prendre une décision soudaine, arbitraire et coûteuse passant outre aux objections des personnes qui auraient précisément dû être mandatées pour résoudre le litige. A mon avis, la raison est simple. Le gouvernement cherche à valoriser l'Université du Québec, une institution de sa création, et utilise son immense pouvoir législatif pour atteindre son but aussi rapidement que possible (...)

Paul RIVARD, ing.  
Dorval, Qué.

N.D.L.R. — Ayant déjà publié un très grand nombre de lettres à ce propos, LA PRESSE met aujourd'hui un terme au débat pour faire place aux nombreuses autres questions qui sollicitent l'attention. Merci à tous ceux qui nous ont écrit.

## Pour soutenir le mât du stade

M. Guy Pinard, journaliste,  
La Presse, Montréal, Qué.

Vous êtes sans doute celui qui, par ses articles critiques, a le plus contribué à faire un succès relatif du stade olympique de Montréal.

C'est pourquoi il me semble que vous pouvez encore décider les autorités concernées à adopter immédiatement la solution d'une colonne centrale pour la base du mât avant le prochain tremblement de terre tout à fait imprévisible et qui pourrait tout détruire et endommager le mât d'une façon permanente. Cette partie des travaux devrait être exécutée tout de suite, sans attendre un autre rapport sur le toit, promis pour octobre 1981.

D'ici à cette date une ou deux firmes canadiennes devraient soumettre des prix pour coller ou cimenter à la base et au centre du toit Taillibert déjà payé \$200,000,000 une autre toile imperméable aux gaz — comme de l'air chauffé ou de l'hélium — et légèrement plus grande que l'ouverture du grand ovale.

Cet arrangement, avec division verticale au centre, permettrait d'insuffler de l'air chaud aux deux (2) extrémités d'un immense ballon pouvant être dirigé par les câbles prévus par l'architecte Taillibert ou plus simplement par les tuyaux de la soufflerie placée à l'intérieur du stade.

S'il était trouvé préférable plus tard de garder ce toit en permanence, il suffirait de remplacer l'air chaud par de l'hélium qui pourrait alors aider à diminuer la haute compression exercée sur les joints en «néoprène» situés à la base du mât à cause de sa légère densité et sa haute force d'ascension.

Avec ce projet, il ne serait pas nécessaire d'allonger le mât actuel et il serait possible d'économiser la plus grande partie des \$125 millions jugés nécessaires dans le dernier rapport d'étape du mandataire, la Société d'énergie de la Baie James.

L.-Maurice NANTEL, ing.  
Laval, P.Q.

## Qui donc étaient ces fascistes?

Le 12 juin dernier, M. Louis Landry publiait dans les colonnes de «Tribune libre» de LA PRESSE, une lettre dans laquelle il disait notamment: «Mes compatriotes québécois ont voté en grande majorité, lors de la dernière guerre, contre la conscription. Ils étaient alors influencés par des groupements fascistes, dirigés par des admirateurs de Hitler et de Mussolini...»

M. Landry pourrait-il nous dire quels sont ces groupements? A-t-il vécu ces moments pénibles? On ne le dirait pas!

Pour son information, je lui répondrai que j'ai suivi attentivement les événements durant cette période du référendum demandé par le gouvernement fédéral. Or, les chefs du mouvement anticonscriptionniste d'a-

lors étaient, entre autres, des gens comme André Laurendeau, l'abbé Lionel Groulx, René Chaloux, Henri Bourassa, Maxime Raymond, et aussi, je crois, François-Albert Angers qui n'ont jamais été inquiétés pour leur fascisme.

Le seul fasciste connu, Adrien Arcand, était renfermé à Petawawa, avec le maire Houde de Montréal, celui-ci, à cause de son opposition publique au gouvernement d'alors.

Les chefs cités plus haut n'ont jamais été inquiétés pour leur fascisme, sauf M. Chaloux qui a été reconnu coupable par les tribunaux pour avoir attaqué le gouvernement, mais pas au sujet de son fascisme.

Henri GUERTIN  
Oka

## Liaisons dangereuses...

(Lettre adressée à Maurice Richard, ancien joueur étoile du Canadien)

L'autre jour, alors que la pluie retardait une joute des Expos que la télévision d'Etat devait nous transmettre, celle-ci profite de l'occasion pour nous présenter une longue entrevue que tu accordais, il y a quelques années, au commentateur Guy Ferron. Ma famille et moi, qui avais suivi ta carrière, qui l'avons vu jouer au Forum, au Maple Leaf, à Timmins, et, bien sûr, à la télévision, en étions ravis. Pour nous qui avions aussi lu tous les livres écrits sur ta carrière, tes explications et tes commentaires personnels constituaient comme un point final. C'était un beau cadeau pour notre 41e anniversaire de mariage qui tombait ce jour-là.

Le seul reproche que je pourrais te faire est d'avoir appuyé Duplessis. Un joueur aussi adulé de la population ne devrait pas faire de politique. Au fait, au cours d'un voyage, cet été à Québec, je suis passé devant le Parlement où trône la statue de

Duplessis. Ton ancien ami m'a paru s'ennuyer. Il faudrait peut-être le faire accompagner de Jean Lesage. Ne pourrais-tu pas faire des démarches en ce sens? Tu démontrerais ainsi ton impartialité.

J. Ralph QUIRION  
Connaught Station, Ont.



Maurice Richard

## L'Outaouais à découvrir

De la 17e finale des Jeux du Québec qui a retenti dans l'Outaouais du 12 au 23 août, nous emportons le sentiment inouï d'avoir accompli une mission inoubliable: faire découvrir et aimer une région laissée pour compte.

Nous avons accueilli les meilleurs athlètes amateurs du Québec de la façon la plus professionnelle possible: 3,570 volontaires pour 3,500 compétiteurs...

Des milliers de visiteurs qui croyaient que le Québec s'arrêtait à Montréal, en poussant plus au sud, ont découvert la région la plus méridionale et, comme telle, la plus ensoleillée du Québec.

Inspirés par Pyrou, l'ambassadeur de nos Jeux, ils ont eu l'occasion de découvrir nos villes

et nos villages, nos traditions et nos ouvrages, quelques visages de l'Outaouais.

Nous avons voulu leur montrer ce que nous avons de plus personnel et de plus durable: notre fierté d'appartenir à une communauté distincte, forte de ses différences et jalouse de ses affinités. Car c'est là le véritable enjeu des Jeux du Québec: associer la vitalité sportive de nos athlètes au dynamisme créateur de nos gens.

Maintenant, depuis cette visite, nous avons l'impression d'être une partie du Québec.

A ceux qui disaient que l'Outaouais, ça reste à voir... nous disons aujourd'hui: l'Outaouais reste à découvrir.

Christian LARSEN,  
Hull, Qué.

## Félicitations à Guy Pinard

(Lettre adressée à Guy Pinard, journaliste à LA PRESSE)

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article du 12 août dernier, concernant les coupures des services voyageurs de Via Rail, coupures annoncées par le ministre des Transports, M. Jean-Luc Pépin, et M. Frank Roberts, président de Via Rail Canada.

Je désire vous féliciter vivement du contenu de votre article et de la conclusion à laquelle vous en êtes arrivé. (...)

A l'automne 1979, j'ai eu le

plaisir de vous rencontrer à Montréal, lors des audiences publiques de la Commission canadienne des transports. Vous aviez alors donné justice au mémoire présenté par le CRD de la région 02.

Etant maintenant à la retraite, vous pouvez être assuré que je collectionne la plupart de vos articles, lesquels font grandement honneur à mes «scrap book».

Thomas-Eugène SIMARD,  
Consultant,  
Chicoutimi

## EN VRAC



Tintamare assourdissant au stade

## Pitié pour nos oreilles!

Le mardi soir 18 août, je me suis rendu au stade olympique pour être témoin de la victoire du Manic sur l'équipe de Washington.

C'était la première fois que j'assistais à une partie de soccer du club local, et je ne peux décidément pas taire mon indignation devant le fait que les haut-parleurs nous cassèrent périodiquement les oreilles à grands coups sonores.

Le lendemain matin, je suis

allé au magasin où l'épicière m'affirmait justement que son homme s'était rendu à une partie du Manic et était revenu avec un mal de tête carabiné, jurant qu'il n'y retournerait jamais plus. C'est à se demander si vous n'avez pas peur, du fond de votre inconscience, de laisser la population s'appropriier l'atmosphère du stade par ses propres cris, en toute liberté?

Jean-François BONIN,  
Montréal.

## Sans la religion, pas d'espoir

J'ai été frappée par un grand titre dans votre journal; on disait vouloir enlever l'anglais du cours de secrétariat à Chambly pour le remplacer par la religion et l'éducation physique. C'est ironique lorsque l'on considère que toutes les fois que l'on a enlevé les cours de religion, on n'en a pas fait état dans aucun grand titre. Pourtant, au Québec, si notre peuple a survécu et a gardé sa langue si longtemps c'est bien à cause de sa foi, alimentée par la religion.

Depuis que l'on a balancé la religion et surtout les commandements de Dieu, regardons où nous en sommes rendus: la famille, la plus grande richesse d'un peuple, s'en va à la dérive. La pornographie, la violence et la méfiance nous envahissent.

On a peur des cours de religion pour nos enfants, mais les cours de sexualités à outrance, une majorité de parents serait prête

à les accepter sans même prendre la peine d'y voir de près pour s'assurer ce que ça comprend au juste.

On laisse faire et ensuite on accepte, c'est tellement plus facile de critiquer après que de combattre avant. Rappelons-nous comment on a laissé entrer en douceur dans nos maisons tous ces programmes et films de violence et de pornographie, on n'a qu'à lire les articles sur l'effet de la violence et de la pornographie sur la santé mentale de nos enfants...

Que la commission scolaire de Chambly ne s'inquiète pas, qu'elle garde ses cours de religion (dynamique s'il vous plaît) et qu'elle retranche ailleurs que dans les cours d'anglais, qui sont indispensables, tout le monde l'admet, dans le monde des affaires.

A. Doucet  
Montréal

## Immatriculons les bicyclettes

J'aimerais, en tant que cycliste convaincu, faire une suggestion. Cette idée est le fruit de la frustration que j'ai ressentie à chacune des occasions, au nombre de trois jusqu'à ce jour, où hélas! je fus la victime d'un vol de bicyclette.

Il s'agit d'une suggestion très simple, du moins théoriquement. Si les cyclistes étaient tenus de faire immatriculer leur vélo au même titre que les automobilistes leur voiture, je crois que cela pourrait les protéger un tant soit peu contre le vol, ce dernier étant, somme toute, avec la pluie et de leurs pires ennemis. Le système actuel d'immatriculation est municipal et complètement inutile. L'immatriculation n'étant pas obligatoire, aucun contrôle n'est exercé et le fait d'avoir une plaque sur sa bicyclette n'a aucune incidence sur quoi que ce soit.

A mon avis, il faudrait que des plaques soient émises par le gouvernement provincial, tout comme c'est le cas pour les véhi-

cules motorisés, ne serait-ce que parce que le cycliste dépasse très souvent les limites de sa propre municipalité. Evidemment, il faudrait préciser le genre de bicyclette qui serait soumis à la loi, et les petites bicyclettes ne servant habituellement que sur de courtes distances, par exemple, qui n'intéressent même pas les voleurs de toute façon, pourraient très bien continuer à circuler sans plaque.

En tenant pour acquis que l'instauration du système occasionnerait des frais nouveaux, on pourrait, à la rigueur, doubler le montant exigé par plusieurs municipalités (2,50\$), ce qui ne le rendrait toujours pas prohibitif.

Il serait ainsi possible au cycliste de donner le signalement de sa bicyclette à la police en cas de vol...

On dira peut-être que je prête pour ma paroisse, mais, on le sait, c'est une paroisse qui recrute de plus en plus d'adeptes!

Jacques GARCIA, fils  
Montréal

## Plus cher et moins de service

Depuis le 1er août dernier, et ce pour une 2e fois en 1 an, les prix que nous, usagers devons acquitter viennent encore d'augmenter.

Encore une fois, nous les usagers devons encore payer plus cher. Plus cher pour attendre les autobus de la ligne 131 qui sont immobiles pendant 10 et 14 minutes au coin des rues Dickson et Notre-Dame. Plus cher pour attendre les autobus des lignes 71, 72, 73, 74 et 75 immobiles pendant 8 et 10 minutes dans le parc des autobus au métro Longueuil, (autobus no 19-127, ligne 75, le 18-8-81 entre 16:44 et 16:56). Plus cher pour attendre ces autobus par pluie(s) battante(s) ou froide(s) sous zéro (lignes 74 et 75).

N'y cherchez pas l'inspecteur car il est soit à l'intérieur des autobus ou ailleurs. Cette situation se répète tous les 8-9 mois (4 lettres en 3 années et 1/2). (...)

L'on nous a dit la semaine dernière, qu'il n'y aura plus d'augmentation avant 1983, ce n'est que dans 1 an et 1/2; et, en sera-t-il ainsi?

Et les prix augmentent, et le service lui: 20 minutes hier soir (19:30) pour avoir une personne à votre centre d'information. Monsieur Hanigan, avez-vous déjà essayé d'expliquer quelque chose à un enregistrement?

Un usager,  
André LAMARRE,  
Longueuil, P.Q.

### N.B.

- Priorité est accordée dans cette page aux lettres d'intérêt général se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE. La concision est recommandée.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres, manuscrites ou autres documents non publiés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: «Tribune libre», LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.